

Toutes les deux minutes, a indiqué M. Ban, une femme décède de sa grossesse, tandis que des millions d'autres, en l'absence d'accès aux moyens contraceptifs modernes, ne sont pas en mesure de planifier leurs grossesses et de décider du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir- si tel est leur choix.

Ces remarques ont été prononcées au nom du Secrétaire général par Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FNUAP), à l'ouverture de la Commission des Nations Unies sur les articles de première nécessité pour les femmes et les enfants.

Créée en mars dernier par le FNUAP et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et coprésidée par le Président du Nigéria, Goodluck Jonathan, et le Premier Ministre de la Norvège, Jens Stoltenberg, la Commission a l'ambition de surmonter les obstacles qui se posent à la production et la distribution de 13 médicaments de base souvent négligés.

Parmi ces médicaments, figurent l'ocytocine, très utile pour les femmes venant d'accoucher, les sels de réhydratation orale et le zinc pour traiter la diarrhée, et des antibiotiques comme l'amoxicilline, destinée à soigner les pneumonies chez le nourrisson. La Commission met l'accent sur les pays où la plupart des femmes, des nouveau-nés et des enfants âgés de moins de cinq ans meurent de causes évitables.

La Commission des Nations Unies sur les articles de première nécessité, qui fait partie de l'initiative pionnière « Chaque femme, chaque enfant » lancée par le Secrétaire général, marque selon ce dernier une étape déterminante dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé.

Comme le travail accompli le démontre jusqu'à présent, nous n'avons pas besoin de percées scientifiques, souligne M. Ban, expliquant que les médicaments concernés sont déjà disponibles, de même que les connaissances et les politiques à mettre en oeuvre pour éviter des millions de décès.

« Nous devons aujourd'hui veiller à ce que ces médicaments parviennent aux femmes et aux enfants qui en ont besoin et faire une contribution durable à la croissance économique et au développement durable », a-t-il ajouté.

Source: allAfrica